

NÉO-POPULISME EN DÉMOCRATIE : LE CAS DU FRONT NATIONAL DE MARINE LE PEN

Benjamin BIARD¹

Institut de Sciences
Politiques Louvain
Europe

ISPOLE

Working Papers

N°8 - Année 2015

¹ Institut de Sciences Politiques Louvain-Europe, CMAP - CESPOL,
UCL (Belgique)

La Série « Working Papers ISPOLE » a pour objectif de promouvoir le développement et la diffusion des travaux de recherche sur « le, la et les politiques » tant au niveau belge qu'europpéen et international. Les thématiques traitées touchent le pouvoir, les identités politiques et les phénomènes de mémoire collective, les institutions, les acteurs et les comportements politiques (vote, participation...), les conflits internes et internationaux et les politiques publiques (administration et management public). Une attention particulière est portée aux différentes méthodologies qualitatives et quantitatives d'analyse des phénomènes politiques tant en termes comparatifs que d'études de cas.

Il s'agit d'offrir un espace de valorisation des recherches en cours menées au sein de notre Institut et au-delà. Les « Working Papers ISPOLE » permettent la diffusion des travaux des membres de l'Institut ou chercheur-e-s et professeur-e-s participants ou étant associés à ses activités. Leur ambition est également de faire connaître certains des meilleurs travaux des doctorant-e-s de l'Institut.

Dans le but de mettre à la disposition de la communauté scientifique des recherches originales, cette série de Working Papers est conçue comme une catégorie intermédiaire de publication permettant aux chercheur-e-s de rendre accessibles des travaux d'intérêt et de qualité, qui pourront par la suite faire l'objet d'une publication conventionnelle (ouvrage, article dans une revue scientifique).

Les textes publiés sont signés et référencés (DIAL UCL). Ils sont publiés et archivés sur le site internet de l'ISPOLE. Les auteur-e-s conservent leurs droits sur les textes.

Responsable éditoriale : Dr Virginie Van Ingelgom

Gestionnaire de la collection : Karine Verstraeten

Les working papers ISPOLE sont disponibles en ligne sur le site : www.uclouvain.be/402389.html

Notre site : www.uclouvain.be/ispole

Récemment parus :

- Follebouck, X. (2013). « "Nous devons parler d'une seule voix". Le Parlement européen face à la Russie : délibérations et positionnement (2004-2009) », ISPOLE Working Paper n°5, Louvain-la Neuve : Institut de Sciences Politiques Louvain-Europe, UCL.
- Duchesne, S (2013). « L'entretien collectif comme méthode expérimentale d'objectivation de l'identité nationale », ISPOLE Working Paper n° 6, Louvain-la-Neuve : Institut de Sciences Politiques Louvain-Europe, UCL.
- Laborderie V. (2014). « La relation entre une scission de BHV et d'hypothétiques frontières d'États post-Belgique », ISPOLE Working Paper n° 7, Louvain-la-Neuve : Institut de Sciences Politiques Louvain-Europe, UCL.

Si vous désirez de plus amples informations sur la Série des Working Papers ISPOLE, nous vous invitons à contacter la gestionnaire de la collection, Mme Karine Verstraeten (Karine.Verstraeten@uclouvain.be)

NÉO-POPULISME EN DÉMOCRATIE : LE CAS DU FRONT NATIONAL DE MARINE LE PEN²

Abstract:

The French Front national has been experiencing a significant rise since Marine Le Pen became its president in January 2011. The party seems to be stabilized in the French political landscape. This paper seeks to study the potential link between the party's stabilization and its connection to neopopulism. The concept of 'populism' was born in the middle of the 19th century and developed in various forms during the following century. Because of a particular context marked by globalization and political representation crisis, neopopulist parties – identified through a particular set of indicators – score higher and higher since two decades. Marine Le Pen's Front national falls into this category of political parties. Thanks to its neopopulist strategy, the Front national has anchored itself along a new cleavage and thereby has achieved stabilization into the French political landscape.

Résumé:

Depuis que Marine Le Pen est devenue présidente du Front national en janvier 2011, le parti connaît une ascension fulgurante et semble se stabiliser dans le paysage politique français. La présente contribution entend étudier le lien potentiel entre la stabilisation du parti et son rapport au néo-populisme. Le concept de populisme est né au milieu du XIX^e siècle et s'est développé sous diverses formes tout au long du siècle suivant. Étant donné un contexte marqué par la mondialisation et la crise de la représentation politique, des partis de type néo-populiste – identifiés par une série de marqueurs permettant d'en cerner les caractéristiques centrales – ont enregistré des performances électorales importantes au cours des deux dernières décennies. Le Front national de Marine Le Pen entre dans cette catégorie et il apparaît que c'est grâce à cette stratégie – lui permettant de s'ancrer le long d'un nouveau clivage – qu'il parvient à se stabiliser dans le paysage politique français.

Citation :

Benjamin BIARD (2015), Néo-populisme en démocratie : le cas du Front national de Marine Le Pen, *ISPOLE Working Paper*, n° 8, Louvain-La-Neuve : Institut de Sciences Politiques Louvain-Europe, UCL.

² Le présent working paper est le résultat d'un mémoire de master qui se prolonge, depuis septembre 2014 et sous la co-promotion des Pr. N. Schiffino et M. Reuchamps, en thèse de doctorat grâce à un financement FSR de l'Université catholique de Louvain. Il s'agit donc des premières bases d'un travail plus important.

À l'heure actuelle, un ensemble de partis qui ont la tradition d'être non gouvernementaux, marginalisés et antisystèmes tend à se stabiliser dans le paysage politique de plusieurs pays européens et, dès lors, exerce une influence – directe ou indirecte – sur la conduite des affaires publiques (p. ex. Bolin et al., 2014). Ces partis sont de plus en plus nombreux et décrochent des résultats électoraux de plus en plus importants (p. ex. Delwit, 2007 ; Mudde, 2007).

Le Front national de Marine Le Pen ne fait pas exception à cette tendance et les résultats des derniers scrutins organisés en France le montrent de manière plutôt claire. Réaliser une étude de cas semble pertinent et la question de recherche que l'article va investiguer est celle qui tend à découvrir si le néo-populisme peut être à la base de la stabilisation du Front national de Marine Le Pen dans le paysage politique français et, le cas échéant, de quelle manière.

Ce *working paper* va tout d'abord vérifier si le Front national est bien un parti mobilisant une stratégie néo-populiste. Pour cela, il convient de distinguer cette notion, comprendre d'où elle vient, quelles sont ses origines et, surtout, quels sont ses marqueurs caractéristiques. Ces derniers sont essentiels, car permettront de mettre en relation le Front national et les éléments de théorie préalablement dégagés.

Il est ensuite question de vérifier si on peut réellement parler d'une stabilisation du parti. Pour cela, un bref retour sur la chronologie des résultats du Front national sera effectué. Nous verrons alors que limiter notre étude de cas au Front national de Marine Le Pen n'est pas neutre.

Enfin, grâce aux éléments dont nous disposerons, une réponse à notre question de recherche sera apportée grâce à l'étude du lien effectué entre la stabilisation du Front national et sa stratégie néo-populiste supposée, et ce, par l'intermédiaire de la théorie des clivages. Cette dernière semble pertinente et originale, car, selon elle, un parti ne peut naître et se stabiliser s'il ne trouve pas ses origines dans un clivage. Si le Front national se stabilise, nous supposons alors que c'est parce qu'il a trouvé à se positionner le long d'un clivage. Quel peut-être celui-ci sachant que la stabilisation est nouvelle tandis que les clivages traditionnels sont, eux, anciens ? Quel lien peut être réalisé avec le néo-populisme ? Telles sont les interrogations qui nous aideront à répondre à notre question de recherche.

1. Populisme et néo-populisme

Le concept de populisme est polysémique. Mayer (2005 : 161) écrit que « si l'expression est à la mode [...] il n'y a pas, comme le notent tous les auteurs qui ont cherché à le définir, de terme plus insaisissable ». En 1981, Canovan a toutefois élaboré une première typologie qui distingue, d'une part, le « populisme agraire » et, d'autre part, le « populisme politique » (Canovan, 1981 : 8-16). Le premier type se décompose lui-même en trois: le radicalisme des fermiers des États de l'ouest et du sud des États-Unis, le mouvement paysan de l'Europe de l'Est et le socialisme agraire des narodniki russes. L'autre type de populisme qu'elle distingue – le populisme politique – est plus récent et se subdivise quant à lui en quatre. Elle aborde d'abord la « dictature populiste », puis la « démocratie populiste », le « populisme réactionnaire » et, enfin, le « populisme des politiciens » (Canovan, 1981).

Une deuxième tentative de clarification est celle proposée dans les années 1990 par Taguieff. Celle-ci, fonctionnelle, affine la précédente et, ne se limitant plus à comparer des types de populismes, aborde le populisme comme étant un style politique. Taguieff retient deux populismes : le protestataire et l'identitaire. Pour le populisme identitaire, « l'appel au peuple se fixe sur la nation supposée menacée, la contestation du système et la dénonciation des élites sont mises au service du grand récit sur l'origine du mal : l'immigration » (Taguieff, 2012 : 56). Dans ce type, tout ce qui provient de l'extérieur est une menace sur l'identité du peuple. Le populisme protestataire regroupe quant à lui la dénonciation des élites contre lequel le peuple doit s'insurger, la dénonciation de la démocratie représentative et l'appel à une démocratie directe, la dénonciation d'une mondialisation effrénée, d'un libre-échange trop important, etc.

Si c'est à partir des années 1980 que l'on repère une intensification des efforts de recherche autour du concept de populisme – notamment par l'élaboration de typologies –, c'est au XIXe siècle que remontent les premiers exemples. Canovan et Taguieff s'accordent de la sorte quant à ceux-ci. En effet, à travers le temps, différents types de populismes se sont développés à travers le monde. Le premier exemple date des années 1850-1870 et est repéré en Russie, avec les narodniki qui « cherchent à exalter l'authenticité de l'âme agreste du peuple russe et à l'opposer à l'artificialité de la culture des Lumières qui avait irrigué une partie du pouvoir tsariste et des intellectuels libéraux » (Perrineau, 2012 : 297). Peu de temps après, soit en 1891, commence à se développer le *People's Party* américain qui « regroupe avant tout, à côté d'autres membres des couches populaires, de petits fermiers indépendants de l'Ouest et du Sud que menacent le libre-échange et un capitalisme urbain

en pleine expansion » (Deleersnijder, 2006 : 31). Une troisième forme de populisme que l'on peut souligner est le populisme latino-américain qui se développe entre 1900 et 1950. Getulio Vargas et Juan Domingo Peron constituent sans doute les deux exemples les plus illustratifs du populisme en Amérique latine. C'est en Amérique du Sud que le populisme va « donner naissance à des régimes institutionnalisés, dont la solidité s'est principalement manifestée au cours d'une période allant des années 1930 aux années 1950 » (Deleersnijder, 2006 : 35). D'autres formes de populismes continueront par la suite à se développer à travers le monde. Ce sera le cas, par exemple, du rexisme belge, du poujadisme français ou encore d'un type de populisme se déployant en Orient arabe entre les années 1950 et 1980 essentiellement, comme l'arabisme et l'islam politique (Carre, 1997).

Ces quelques exemples, loin de fournir une synthèse exhaustive des populismes ayant existé depuis 1850, permettent de souligner que le populisme a existé sous des formes diverses et variées dans le temps et dans l'espace. Ainsi, s'il est un concept difficilement définissable de par la diversité des portraits que l'on peut en ébaucher, c'est parce qu'il prend à chaque fois racine dans un contexte socio-politico-économique bien précis. Taguieff et Canovan, par leur typologie respective, appuient cette idée selon laquelle il n'existe pas un type unique de populisme.

Nonobstant cette complexité, nous retiendrons tout de même une définition du populisme qui est celle fournie par Taguieff. Celle-ci est intéressante en ce sens que, même si elle n'est pas suffisante, malgré les débats quant à la recherche d'une définition du concept, les éléments qui la composent sont reconnus par de nombreux spécialistes de la question comme étant nécessaires et à la base de toute définition de populisme. Taguieff (2007 : 31) écrit ainsi que « le populisme est un style politique fondé sur l'appel au peuple ainsi que sur le culte et la défense du peuple, compatible en principe avec toutes les grandes idéologies politiques ». Cette courte définition nous permet de repérer que le populisme constitue un style ou une stratégie. Perrineau avance lui aussi que ce style peut « investir des idéologies aussi diverses que le socialisme, le nationalisme ou l'agrarisme » (2012 : 297). Lecoœur (2003), Jamin (2009), Bernier Arcand (2013), Reynié (2013) et Rancière (2013) vont également dans le même sens. Cela peut donc constituer un premier élément qu'ont en commun, par exemple, les Narodniki russes et les Poujadistes français. Le second élément liant ces différents populismes est le fait qu'ils en appellent directement au peuple, ne passant plus par la « caste dominante » appelée élite.

Ces éléments nous conduisent à nous interroger quant à la forme de populisme que nous rencontrons aujourd'hui en Europe occidentale. Celle-ci peut être qualifiée de néo-populisme (p. ex. Lecoœur, 2003 ; Taguieff, 2007 ; Mazzoleni, 2008 ; Taguieff, 2012). Il s'agit ainsi d'une forme de populisme – qui en reprend donc les principales caractéristiques –, mais qui prend acte des évolutions de la société et du contexte de la fin du XXe siècle et du début du XXIe siècle. Deux raisons majeures peuvent être dégagées pour expliquer l'émergence de ce concept : la mondialisation et la crise de la représentation.

2. Facteurs explicatifs du néo-populisme

2.1 La mondialisation

La première raison est, selon Frogner, la « révolution mondialiste » (2007 : 298) – encore en formation. Dans la comparaison entre le populisme classique et le néo-populisme, la mondialisation s'est réalisée de manière rapide et importante.

Durant la seconde moitié du XXe siècle, la mondialisation s'est accélérée. D'abord économique, elle prend une ampleur sans précédent. Frogner (2007 : 299) indique que « les délocalisations des entreprises ont atteint un rythme et une extension qui ne sont plus vraiment comparables avec ceux que les premières multinationales avaient engendrés ». Les effets de cette mondialisation économique se font alors sentir, notamment en termes de concurrence ou encore d'emploi. La mondialisation est aussi politique et les États se voient de plus en plus dépossédés de leur souveraineté. L'Union européenne, l'ONU, l'OTAN, les diverses organisations internationales, les agences de notation, etc. sont autant d'institutions – publiques ou privées – qui confisquent une part plus ou moins importante de souveraineté aux États, et ce, dans un nombre de domaines constamment plus important.

Parallèlement à ces évolutions, soulignons l'importance de plus en plus grande allouée au multiculturalisme, dans nos sociétés occidentales. Comme l'avance Reynié (2011 : 36), « l'immigration de populations musulmanes est l'un des grands événements qu'il faut prendre en compte si l'on veut comprendre les tensions qui se mettent en place et les forces qui s'exercent sur le système politique européen, à l'échelle des nations comme à l'échelle de l'Union ». Ainsi, quotidiennement, la population d'origine européenne se retrouve confrontée, à l'intérieur même de l'Union, à des personnes immigrées ayant des référents sociaux et culturels différents des siens. Hormis ces migrations extraeuropéennes, la convention de Schengen et l'intégration de nouveaux pays au sein de l'Union européenne

ont également facilité la circulation des citoyens européens au sein même de l'Union. Il s'agit des migrations intra-UE. Ces immigrations peuvent provoquer, comme le précise Reynié (2011 : 46-49), deux types de contentieux : socio-économique d'une part et culturel d'autre part. Le contentieux socio-économique vient quant à lui appuyer les conséquences de la mondialisation économique susmentionnées.

2.2. La crise de la représentation

Une deuxième explication possible quant à l'émergence de ce néo-populisme serait, comme la nomme Manin (2012 : 299), la « crise de la représentation ». En effet, il avance qu'elle « se présente sous un jour différent si l'on s'aperçoit que le gouvernement représentatif a été conçu en opposition explicite avec la démocratie entendue comme gouvernement du peuple par lui-même, et que son dispositif institutionnel central est demeuré inchangé depuis lors » (Manin, 2012 : 299). Rosanvallon (2006 : 270), lui, parle de « pathologie de la démocratie électorale-représentative ».

Au XVIII^e siècle, Rousseau faisait déjà référence au problème de la représentation. Il n'est donc pas nouveau. Dans son « Contrat social », il est ainsi avancé que :

Les députés du peuple ne sont [...] ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi. Le peuple anglais pense être libre, il se trompe fort ; il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde » (Rousseau, 1996 : 118).

Selon Rousseau, la démocratie (directe) est un idéal qui ne peut être atteint. En ce sens, la représentation est acceptable. Mais ce système démocratique est dès lors perfectible et risque de poser quelque tension. En effet, la démocratie représentative ôte une part de la souveraineté aux citoyens, part qui devrait en principe leur revenir. En ce sens, Rousseau peut être considéré comme étant annonceur de la crise de la représentation politique.

Cette crise de la représentation a plusieurs origines. La première est la tendance vers le centre des partis politiques et ce, notamment autour des questions socio-économiques (Nedelcu, 2014). Le traditionnel clivage gauche-droite semble apparaître moins clairement dans la vie politique. Suite à des changements de gouvernement, les citoyens ont

l'impression qu'aucun changement majeur n'apparaît. Ils tendent alors à perdre la confiance qu'ils avaient octroyée aux partis ainsi qu'à leurs élus (Cohendet, 2004).

La médiatisation de plus en plus importante provoque une mise en évidence maximale des scandales touchant les hommes politiques. Le renvoi devant la justice des hommes politiques corrompus provoque chez les citoyens une plus grande défiance de ceux-ci à l'égard de la classe politique (Cohendet, 2004).

L'individualisation à laquelle la société est aujourd'hui confrontée est une autre cause. Comme l'indique Muxel (2012 : 255), « pendant longtemps, le vote a été considéré comme l'expression des loyautés de l'individu envers ses groupes d'appartenance et envers les forces et les partis organisant le système politique. Et sans doute l'était-il davantage. Ainsi, l'électeur votait selon sa classe sociale, son origine religieuse et ses croyances, ou encore son origine géographique ». Aujourd'hui, la situation a évolué et les électeurs ne se sentent plus forcés de voter pour le parti pour lequel ils votent traditionnellement. Ils sont plus indépendants. L'électeur est aussi plus incertain et se rend plus sporadiquement aux urnes. Cela laisse enfin plus de place à la volatilité électorale et laisse l'opportunité aux citoyens de rompre avec le gouvernement des partis traditionnels (Muxel, 2012).

Le déclin du parlementarisme est aujourd'hui plus ou moins généralisé en Europe. Cette diminution de pouvoir législatif dans les mains des parlementaires se produit, en partie, en faveur du gouvernement qui, lui, n'est pas élu directement comme l'est l'assemblée parlementaire (Costa *et al.*, 2004). Et tout ce mouvement se réaliserait, d'après Rossi-Landi (1973), en faveur de la technocratie. Cette situation est alors un terreau idéal pour produire des élites. Remarquons également que ce déclin du parlementarisme trouve aussi ses origines dans la mondialisation. Observer que les parlementaires, élus démocratiquement, perdent du pouvoir en faveur d'organisations supranationales peut également amener à un type de comportement particulier dans le chef des citoyens.

Enfin, le dernier élément que nous pouvons avancer est celui détecté par Van Reybrouck (2008) et selon lequel la composition du parlement ne serait pas, du point de vue du niveau d'éducation, proportionnellement représentative de la population. En effet, les personnes diplômées ont un accès plus aisé à un mandat politique que les autres. Si la majorité de la population ne détient pas de diplôme de l'enseignement supérieur, celle-ci est sous représentée et devient une minorité dans les arènes législatives et exécutives. Selon Van

Reybrouck (2008 : 23, notre traduction), « cette disproportion peut expliquer en partie la frustration politique grandissante ou même l'apathie des sous-diplômés ».

Ces facteurs tendent à expliquer l'émergence du néo-populisme qui est en réalité une forme de populisme se manifestant en Europe occidentale vers la fin du XXe siècle et qui a su s'adapter, prendre acte de l'évolution de la société toute entière pour, lui-même, se moderniser. Si le mot 'populisme' demeure alors dans le concept de 'néo-populisme', c'est parce qu'un ensemble d'éléments se retrouve plus ou moins inchangé. Ainsi, l'opposition du peuple à une catégorie de personnes – que nous nommerons élite – existe dès l'origine du populisme et continue, dans le néo-populisme, à exister. L'existence d'un chef providentiel ou d'un leader charismatique est également une constante. Toutefois, certaines modifications ont eu lieu, pour pallier à l'évolution du monde. Ainsi, les facteurs que nous avons étudiés et qui expliquent la naissance de ce néo-populisme permettent l'introduction de nouveaux éléments ou de variantes.

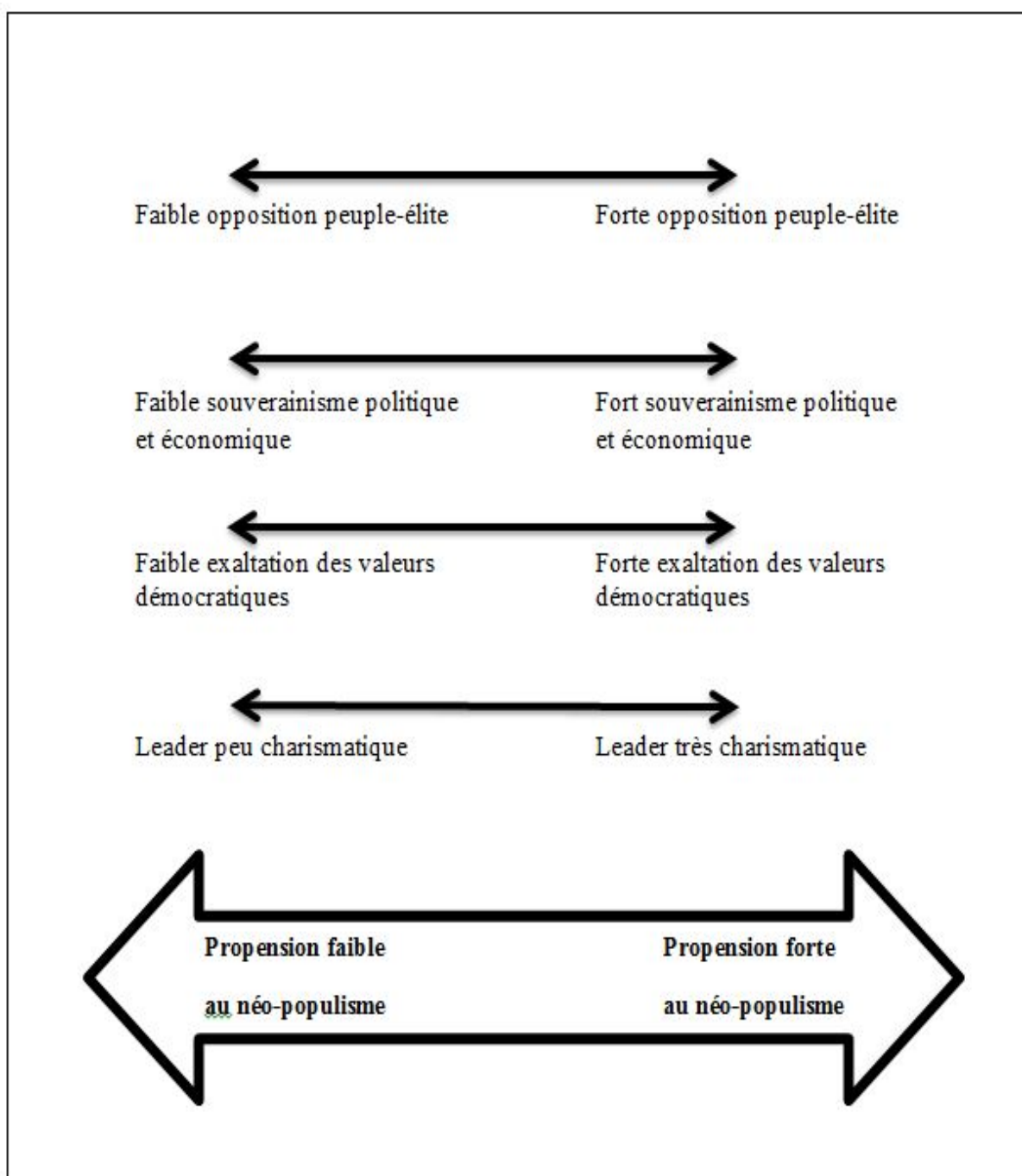
3. Les partis néo-populistes

Ce sont les partis politiques qui ont la possibilité de porter ces discours néo-populistes, d'user de cette stratégie néo-populiste. Ce sont eux qui le font vivre, voire – à certains moments et endroits – triompher.

Un ensemble de caractéristiques permet de qualifier un parti de néo-populiste. Certaines sont celles que l'on retrouve déjà pour désigner un parti populiste, mais deux d'entre elles (souverainisme politique et économique ; exaltation des valeurs démocratiques) sont très caractéristiques des partis néo-populistes en tant que tels. Il est toutefois important de garder à l'esprit que ce nouveau concept n'est pas un modèle prêt-à-porter qui rendrait tous les partis néo-populistes absolument identiques, mais constitue plutôt, comme le précise Taggart (1996 : 36), un « idéaltype ». Les marqueurs permettant de caractériser ces partis constituent des continuums le long desquels se positionnent les partis politiques (*cf. figure 1*). Différents degrés de néo-populisme peuvent dès lors être accordés aux partis, en fonction de leur positionnement par rapport à chacun des marqueurs. Certains choisissent d'accentuer plus un marqueur qu'un autre, selon leur convenance. Chacun est libre, étant donné la situation politique, sociale et économique dans laquelle se trouve son État, de choisir le dosage qui lui convient.

Cela explique aussi la difficulté que l'on peut rencontrer lors de la tentative de classification de certains partis, notamment pour ce qui concerne certains partis de centre droit contaminés par des thèmes chers aux néo-populistes ou à l'extrême droite (cf. notamment Bale, 2003).

Figure 1 : Des marqueurs et des continuums du néo-populisme



- Opposition peuple-élite

Le premier marqueur est le fait que le populisme et, plus encore, le néo-populisme, oppose le peuple à une élite ou à ce que Birnbaum (2012) appelle « les gros ». Canovan distingue, déjà en 1981, cette opposition. Le peuple - duquel serait issu le leader du parti – constituerait la majorité de la population, bénéficierait de toute légitimité et serait un peuple constitué d'honnêtes travailleurs qui subissent les « folies » de l'élite qui – non légitime – gouvernerait afin d'assouvir ses passions et de satisfaire ses propres intérêts (Jamin, 2009). Contrairement à l'élite qui – bien qu'étant aux multiples visages – se voit pointée du doigt par les populistes, le peuple n'est pas clairement défini par les populistes eux-mêmes (Lecoeur, 2003). Ce que prônent alors les populistes est le retour du pouvoir des mains des élites à celles du peuple.

- Souverainisme politique et économique

Les partis néo-populistes sont aussi caractérisés par un souverainisme politique et économique fort qui s'incarne dans un rejet profond de la mondialisation et de l'Union européenne. Les institutions et règles qui en découlent sont ainsi ouvertement critiquées et rejetées, et ce, au nom du bien-être du peuple (Reynié, 2011 ; Perrineau, 2012). L'ensemble des maux dont souffrirait le peuple trouverait leur origine dans la mondialisation et la construction européenne voulue et défendue par l'élite. C'est aussi l'immigration qui, via cette opposition, est attaquée. Ce phénomène est à regarder, selon Reynié (2011), plus du côté des aménagements qui sont instaurés que du côté du nombre d'immigrés puisque ceux-ci leur confèrent une visibilité accrue.

- Exaltation des valeurs démocratiques

Les partis néo-populistes, dans le contexte de crise de la représentation précédemment décrit, sont défenseurs d'une autre démocratie. « Le populisme se présente à la fois comme une critique de la démocratie, comme un rejet de la démocratie (sous sa forme représentative) et comme une exigence de démocratie. [...] Il est pour la démocratie directe ou participative, contre la démocratie représentative. » (Godin, 2012 : 219). Perrineau (2003) parle d'un « désenchantement de la démocratie ». Taguieff avance que « c'est la fin des illusions concernant l'avenir de la démocratie dans certains pays » (2007 : 271). Une démocratie participative ainsi que divers outils y concourant sont alors proposés par les leaders néo-populistes, dénonçant en même temps la démocratie représentative et ses importantes dérives.

- Présence d'un leader charismatique

À chaque parti néo-populiste doit enfin correspondre un leader charismatique (Taggart, 1996 ; Mazzoleni, 2008 ; Jamin, 2009 ; Reynié, 2013) présenté comme issu du peuple (Jamin, 2009). Taggart (1996 : 37) estime que cet élément est « essentiel à la nature du nouveau-populisme ». En effet, il avance que, grâce à cette caractéristique, il est aisé de découvrir si un parti peut être taxé de néo-populiste ou non. Selon lui, il s'agit effectivement de voir « si le nom d'un leader individuel vient automatiquement ou non en tête avec le nom du parti. S'il n'est aucune association du genre, alors, c'est que le parti n'est probablement pas un phénomène néo-populiste » (Taggart, 1996 : 37).

4. Le cas du Front national de Marine Le Pen

4.1. Précisions méthodologiques

Conformément à la définition de l'étude de cas donnée par Gerring (2004 : 342) – « The case study is an intensive study of a single unit for the purpose of understanding a larger class of (similar) units » –, c'est en faveur de la compréhension profonde d'un parti politique particulier que nous optons. Nous posons le choix d'étudier un seul cas, mais en déployant une méthode (qualitative) de collecte des données plurielle afin de parvenir à un certain degré de saturation de l'information et afin d'atteindre un niveau d'analyse précis. L'analyse documentaire est le premier outil qui nous permet de retirer un ensemble considérable d'informations depuis des tracts électoraux, ouvrages et articles publiés par le parti ou ses cadres, feuillets d'information, affiches, magazines, communiqués de presse et interventions médiatiques. Des échanges informels avec des militants ainsi que quatre entretiens semi-dirigés et approfondis avec des élus et cadres du parti³ se révèlent également importants afin de recueillir des compléments d'information. Cela est aussi l'occasion de recevoir des documents papier supplémentaires à analyser. Tout en préservant l'anonymat des personnes interrogées, nous pouvons préciser qu'il s'agit de trois hommes et d'une femme de 25 à 45 ans. Enfin, l'observation participante – lors de laquelle des rencontres sont aussi réalisées – est la dernière technique de récolte de données pour laquelle nous optons et qui, par l'intégration plus ou moins discrète du chercheur dans le groupe étudié, permet

³ Nous choisissons de garantir l'anonymat des personnes rencontrées personnellement lors des entrevues menées en 2013 ou lors de l'Université d'été de septembre 2013, à Marseille. Ces personnes sont des élus (notamment régionaux), cadres du parti (notamment de la section jeunesse), représentants de sections locales, militants et adhérents.

également d'obtenir des données qui, soit apportent un complément, soit appuient les informations préalablement recueillies via les deux autres méthodes. Cette multiplication des méthodes de récolte de données – permise grâce à l'étude d'un seul cas – permet de consolider l'ensemble des informations récoltées et de diminuer, voire même d'annihiler des biais qu'une méthode ou qu'une source particulière pourrait introduire à notre recherche. Cela nous permet de voir la fiabilité et la validité de notre recherche améliorées. La « triangulation des données » (Gauthier, 2009) est dès lors rendue possible grâce à ce choix méthodologique.

Étudier de manière approfondie le cas du Front national de Marine Le Pen permettra de comprendre un ensemble plus important de cas comparables. En outre, comme le suggèrent Devaux-Spatarakis et Gregot (2012), la démarche d'enquête que nous déployons pour ce cas précis est transférable à des cas autres et la grille d'analyse précédemment élaborée peut, elle aussi, contribuer à étudier n'importe quel autre cas afin de vérifier s'il peut entrer dans la catégorie des partis usant d'une stratégie néo-populiste. Une comparaison peut donc être ensuite réalisée. Plusieurs éléments viennent appuyer le choix du Front national comme cas d'étude. Les résultats électoraux qui marquent continuellement le parti depuis l'accession de Marine Le Pen à sa présidence nous ont permis de constater qu'elle lui avait apporté une certaine stabilité. Cela nous pousse alors à approfondir les connaissances que nous avons de celui-ci depuis 2011 et, plus précisément, sur les raisons de sa stabilisation dans le paysage politique français. De plus, étant donné son âge et son apparente stabilisation, le Front national se pose, sur la scène européenne, comme étant un « leader » des partis souvent rassemblés, à tort, autour d'une même étiquette. L'étudier permet alors d'aussi comprendre d'autres cas européens.

4.2. Le Front national de Marine Le Pen

La grille de marqueurs précédemment dégagée va maintenant être appliquée au cas du Front national de Marine Le Pen. Grâce aux données récoltées, nous allons découvrir où se situe le Front national le long de chacun des continuums établis et ainsi préciser de quelle manière il est un parti néo-populiste ou non.

4.2.1 Le Front national et l'opposition peuple-élite

Le premier marqueur est la dénonciation, par le parti néo-populiste, d'une élite qui s'oppose au peuple présenté comme étant bon, courageux et vertueux. En fonction des sujets

abordés, le Front national distingue plusieurs types d'élites. Nous pourrions avancer qu'il ne s'agit là que d'une seule élite, mais aux multiples visages.

Dans un communiqué du 13 mai 2013, le vice-président du Front national et chargé de la stratégie de communication du parti – Florian Philippot – utilise des termes bien précis pour parler des institutions européennes et du travail qu'elles fournissent. Ainsi, nous retrouvons l'expression « technocrates de Bruxelles » de même que le mot « oukase » pour désigner les décisions prises par ces derniers. Les hauts fonctionnaires européens ainsi nommés sont alors assimilés à une élite. Dans son livre « Pour que vive la France, Marine Le Pen (2012 : 75-76) appelle l'Union européenne « Organisation de Bruxelles ». Elle ajoute que si elle utilise ce terme, c'est pour reprendre les propos de Maurice Allais qui souhaitait « la distinguer de la belle idée européenne ».

D'un point de vue économique, ce sont les banquiers qui sont présentés comme l'élite. Marine Le Pen consacre une partie de son ouvrage aux élites et écrit que « tous les gouvernants, de droite comme de gauche, ont abdiqué devant les institutions financières. [...] Nos hommes politiques ne sont plus que des relais serviles d'établissements financiers, pour qui seuls comptent la notation triple A et la sécurisation de la dette » (159). Elle poursuit en avançant que « le marché, poursuivant sa logique infernale, s'est attaqué aux États-nations, qui seuls possédaient les moyens de limiter la guerre internationale de tous contre tous, moteur de cette course effrénée au profit maximum, asservie aux seules fins égoïstes d'une classe mondialisée de riches oisifs accaparant toujours plus de biens » (Le Pen, 2012 : 163). Dans cette partie, elle avance que la crise dans laquelle est actuellement plongée la France trouve ses racines dans ces institutions qui, pilotées par un petit nombre de personnes, recherchent le plus grand profit, quelles que puissent être les conséquences de cette action sur le reste de la population. Cette population résiduelle – le peuple – est alors présentée comme le bouc émissaire qui se contente de réparer les dégâts causés par cette élite économique.

Un autre type d'élite est également dénoncé par le parti. Il s'agit de ce que les cadres du parti appellent souvent les « énarques ». Lors d'un entretien réalisé en juillet 2013, un représentant de la fédération parisienne du Front national indique que c'est « une caste de grands diplômés qui veulent penser à la place de tout le monde et qui mettent en avant l'intérêt de leur carrière plus que celui du peuple » qui est désignée.

Notons également l'élite médiatique, souvent dénoncée par le parti. Lors d'une entrevue, un cadre du parti (18 juillet 2013) dénonce la classe médiatique en la nommant élite. D'autres avancent que les journalistes sont une élite « souvent déconnectée du monde réel » (interview d'un conseiller régional FN le 23 août 2013). Dans un tract publicitaire distribué par le mensuel *Nations Presse Magazine*, mensuel étroitement lié au Front national, on peut lire l'intitulé suivant : « Les grands médias vous mentent ». Là aussi, on peut donc retrouver l'opposition du Front national à ces « grands médias » qui forment ce que le parti appelle « l'élite médiatique ».

Enfin, remarquons que le Front national dénonce le fait que les gouvernements en place en France, et qui se succèdent, sont composés d'élites et, ce faisant, n'agissent que dans leur intérêt, car ne connaissant pas le peuple qu'ils sont censés représenter. Un élu régional dénonce, lors d'un entretien semi-dirigé mené le 23 août 2013, cette élite en s'exprimant comme suit :

[L'élite, c'est] la camarilla socialo-UMP-iste du pays qui le gouverne depuis 30 ou 40 ans. Complètement déconnectée de la réalité, qui vit dans l'hyper-classe mondialisée. Quand je dis déconnectée, c'est totalement déconnectée de tout [...]. C'est l'hyper-classe qui ne comprend rien au monde dans lequel il se trouve et qui, évidemment, considère, comme dans toute hyper-classe, que le peuple est trop payé, gagne beaucoup trop d'argent et qu'il est trop soigné. Parce que l'idéal pour l'hyper-classe, c'est la vie chinoise, à 15 dans un dortoir et 500 euros par mois pour vivre. Et on voit sa famille une fois par an. Ça, c'est le modèle de l'hyper-classe puisque c'est ce modèle-là que veut imposer l'hyper-classe au reste de l'Europe pour pouvoir gagner de l'argent. Qu'eux gagnent 100.000 euros par mois, ça, ça ne les dérange pas. Donc ce sont des gens déconnectés.

D'autres interviewés dénoncent également ces gouvernants de droite comme de gauche qui font partie de cette élite, ne visant que la satisfaction de leur propre intérêt. Nous sommes alors, ici, face à une élite politique.

L'existence de cette élite aux multiples visages est reconnue et il est prétendu, par un cadre du parti (18 juillet 2013), que l'élite est composée d'un ensemble de classes médiatique, politique et économique qui « dînent d'ailleurs souvent ensemble, comme dans les dîners du Siècle, et qui se moquent totalement des demandes populaires ». Un élu régional (23 août 2013) perçoit la même connivence entre ces différents types d'élite:

Ils sont dans les mêmes écoles. Ils sortent des mêmes grandes écoles de commerce [...], ils fréquentent tous les mêmes endroits, les mêmes clubs, ils vont en vacances aux mêmes endroits. Ils se connaissent très bien. Vous allez à l'ENA, vous pouvez servir l'État. Mais vous pouvez aussi travailler pour une très grande entreprise. C'est le même monde. C'est l'aristocratie moins les valeurs, si vous voulez. Parce que si avant 1789 l'aristocratie avait peut-être encore un peu de signification parce qu'elle était fondée sur une élévation de l'âme et de l'esprit qui, peut-être, pouvait justifier un certain nombre d'inégalités dans la société... Quand je vois DSK, je me dis : mais où se trouve Cyrano dans DSK ?

Lors de l'Université d'été du Front national, cette opposition entre le peuple et l'élite a aussi pu être repérée dans le discours de Marine Le Pen, notamment par un passage qui fait explicitement référence à cette opposition : « Ce n'est pas le peuple qui est faible, ce sont nos élites qui l'affaiblissent ; ce n'est pas le peuple qui désespère, ce sont nos élites qui nous désespèrent ; ce n'est pas le peuple qui a peur, ce sont nos élites qui nous font peur ; ce n'est pas le peuple qui manque de courage, ce sont nos élites qui le découragent » (Le Pen, le 15 septembre 2013). Outre le fait que l'on retrouve clairement la dichotomie énoncée, il est également intéressant de remarquer que le leader du Front national se place du côté du peuple. Ainsi, Marine Le Pen parle en « nous », s'associant au peuple. De même, elle critique le « eux », l'élite.

De manière globale, nous pouvons dire que le Front national réalise cette opposition entre « élite opprimante » et « peuple opprimé ». De plus, ses dirigeants prétendent bien provenir du peuple. C'est d'ailleurs précisément pour cela que le leader du Front national a la prétention de pouvoir comprendre le peuple et estime être capable de diriger le pays afin de modifier sa situation pour la rendre meilleure.

4.2.2 Le Front national et le souverainisme politique et économique

Les partis néo-populistes rejettent avec force le projet européen, arguant que ce dernier entame la souveraineté des États et concourt par différents moyens à la destruction ou, à tout le moins, à l'affaiblissement de l'État.

Dans son ouvrage « Pour que vive la France », Marine Le Pen (2012 : 76-77) écrit que « par ses directives et ses règlements, l'Union européenne est [...] une machine à [...] affaiblir [...]

les États ». Elle ajoute que le libre-échange à 27 est de la « folie » (Le Pen, 2012 : 77). Dans une « lettre aux buralistes » envoyée le 10 avril 2013, Marine Le Pen écrit :

Chaque jour nous prouve à quel point l'Europe de Bruxelles est nocive, à la botte des grands groupes et des lobbies. À tel point qu'un référendum sur l'Union européenne est devenu une urgence politique, économique et sociale, ainsi que nous le préconisons pour début 2014. [...] Alors que PS et UMP suivent aveuglément l'Union européenne, sachez que vous pouvez compter sur le Front national pour être votre plus ardent défenseur.

Lors d'une émission télévisée diffusée sur France 2, Marine Le Pen déclare à nouveau que « l'Union européenne est responsable d'une augmentation massive du chômage, d'une monnaie unique qui est une erreur absolue, qui a poussé à la délocalisation de nos entreprises, qui a désindustrialisé notre pays, qui asphyxie notre économie, qui aggrave notre déficit » (Le Pen – *Des paroles et des actes*, le 10 avril 2014).

Dans un communiqué du 14 mai 2013, Florian Philippot décrit l'Union européenne comme étant « une œuvre de destruction des nations, de la démocratie, de l'industrie et du progrès social ».

Par ces extraits, nous comprenons que le rejet de l'UE caractérise les discours du Front national. Ce dernier milite pour la fin de l'Union et pour le retour à la souveraineté nationale. Afin de s'accorder une légitimité plus importante quant à ce souhait de rejet de l'UE, le parti a lancé, en 2013, une pétition nommée « Réclamez la fin de l'Union européenne ! ».

Bruno Gollnisch (2012), dans un numéro du mensuel *Nations Presse Magazine*, consacre un article à l'Union européenne et, en remettant en cause « toute la construction européenne », propose des voies envisageables afin que les lois françaises redeviennent supérieures aux normes européennes et, plus encore, afin de se retirer de l'Union.

À l'Université d'été du Front national de septembre 2013, Karim Ouchick – conseiller culture de Marine Le Pen – dénonce une Europe qui serait totalitaire et qui aurait comme unique but de « casser les États », de les « démolir » de par « le transfert de compétences régaliennes et séculaires vers Bruxelles ». Catherine Rouvier, professeure de sciences politiques invitée à l'évènement, avance qu'il est nécessaire de « revenir à la maîtrise totale des frontières pour maîtriser le terrorisme, la criminalité et le trafic de drogue ». Steeve Briois, secrétaire général du parti, maire d'Hénin-Beaumont et député européen poursuit en ces mots : « Nos

souverainetés ont été dépossédées au profit de ce monstre qu'est l'Union européenne. On a perdu tout pouvoir. » Gilbert Collard, député frontiste, termine enfin en pointant l'Union comme ayant mené à « la ruine des peuples ».

Lors des entretiens réalisés, c'est vers un renforcement de ces propos que nous sommes allés. En effet, un cadre du parti (18 juillet 2013) avance que le Front national souhaite « sortir du carcan qu'est l'Union européenne » puisque seul compte l'intérêt de la France. En effet, est-il ajouté, « [le FN] veut sortir de tout ce qui [...] impose [à la France] des choses venant de l'extérieur, tout ce qui est supranational. [Le FN] ne veut recevoir d'ordre d'aucune structure supranationale, qu'elle soit européenne ou qu'elle soit mondiale. Les décisions qui président au destin de la France doivent être prises à Paris, à l'Élysée et à l'Assemblée nationale parce que c'est dépositaire de la démocratie et de la volonté du peuple français alors que la Commission européenne [...] n'est dépositaire en rien des volontés des peuples ».

Au sein de la fédération parisienne du parti (23 juillet 2013), on avance que « toutes les lois européennes prennent le dessus sur les lois nationales et que cela est bien regrettable ». Le Front national déplore ainsi la perte de souveraineté française qui, selon les propos du représentant du parti, va à l'encontre de la démocratie étant donné le caractère technocratique des dirigeants européens. C'est d'ailleurs à plusieurs reprises que le terme « technocrates de Bruxelles » est utilisé lors des entretiens.

Enfin, un élu régional (23 août 2013) assure également que le parti n'est pas favorable à l'Union européenne, car « telle qu'elle existe aujourd'hui [...], c'est une organisation dont le sens essentiel est de déposséder les États de leur souveraineté pour créer une espèce de fiction étatique ou supra étatique [...] au service d'intérêts étrangers. Le Front national est [donc] contre. »

À l'observation de diverses affiches publiées et distribuées par le Front national, une conclusion similaire peut être tirée : le Front national rejette l'Union européenne et en regrette même jusqu'à son existence. En effet, dans un premier tract, le parti propose « la relance de l'activité, et donc du pouvoir d'achat, par une rupture avec le modèle ultralibéral

de l'Union européenne [...] »⁴. Sur un autre flyer, nous pouvons lire qu'il se positionne en faveur du retour à un « contrôle strict [aux] frontières nationales ».

Si nous regardons du côté des sympathisants du parti, nous observons qu'une écrasante majorité se prononce parallèlement en faveur d'un renforcement de l'État. Ainsi, un sondage Ipsos de janvier 2013 met en évidence le fait que « 84% des sympathisants du Front national estiment qu'il faut renforcer les pouvoirs de décisions de notre pays au détriment de l'Europe » (Barluet *et al.* 2013 : 17). 62% des électeurs du Front national veulent également quitter la zone euro et ainsi revenir à une monnaie nationale (Barluet *et al.* 2013 : 17).

De manière plus large, c'est à l'égard de la mondialisation tout entière que le Front national tire la sonnette d'alarme. En effet, la souveraineté la plus totale de la nation française est ardemment défendue par le parti.

Le programme politique du parti avance qu'« il faut dénoncer la participation de la France au commandement intégré de l'OTAN » afin de pouvoir défendre les « intérêts vitaux [des Français] ». Lors d'un entretien avec un élu (23 août 2013), nous apprenons que le Front national est en faveur d'une sortie du commandement intégré de l'OTAN, justifiant cette sortie par la liberté totale dont devrait jouir, selon lui, la France. Au Front national, on s'interroge aussi quant à l'utilité de cette organisation : « L'OTAN ? À quoi ça sert l'OTAN ? À attaquer l'Irak ? À faire un million de morts chez les enfants irakiens ? Pour nous avouer dix ans après qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive ? ». Il en va de même pour l'ONU : « On a vu ce que l'ONU était capable de faire depuis vingt ans ou trente ans dans le monde entier. Quasi systématiquement, elle a raté les grands massacres et elle a autorisé militairement des pays à attaquer des autres avec des preuves qui n'existaient pas. À quoi servent les organisations internationales ? On peut se poser la question. »

De par ces extraits, il ressort que le curseur du Front national de Marine Le Pen, sur le continuum « fort V/S faible souverainisme politique et économique », se situe dans un rejet quasi total de l'UE et de la mondialisation. De la sorte, la propension du Front national à user d'une stratégie néo-populiste augmente encore considérablement.

⁴ Cf. Annexe 3

4.2.3 *Le Front national et la démocratie*

Sur le site du Front national, où une page entière est dédiée à la démocratie, on peut lire le propos suivant :

La démocratie est un principe fondamental de la République française, un bien sacré [...]. Il apparaît toutefois aujourd'hui que le fonctionnement démocratique de notre République est gravement entravé à la fois par la soumission de nos lois à des autorités européennes non démocratiques, par des institutions et une pratique institutionnelle souvent peu conformes à l'impératif démocratique, et par des dérives dans l'exercice du pouvoir qui renforcent encore le déficit démocratique en laissant disparaître la défense de l'intérêt général au bénéfice de la défense d'intérêt particulier. Un véritable redressement démocratique de notre République s'impose.

Le Front national fait de la démocratie une valeur centrale. Là où certains partis considèrent que ce grand principe fondamental est acquis, le Front national considère que la démocratie telle qu'elle existe aujourd'hui ne peut être nommée démocratie. Deux fédérations du parti, lors des entretiens, avancent qu'« au niveau de la démocratie, il y a des progrès à faire » ou encore que « la démocratie n'est pas réelle ». Lors de l'Université d'été du parti, Olivier Tournafond désigne enfin le régime français comme étant oligarchique et donc non démocratique. Il poursuit son allocution en proposant une démocratie directe qui constituerait un « contrepoison ».

L'idée selon laquelle « multiplier les référendums [d'initiative populaire] sur tous les grands sujets » est inducteur de plus de démocratie est mise sur la table par un cadre du parti (18 juillet 2013). Selon un élu (23 août 2013), « laisser le peuple libre de s'exprimer sur des problèmes et de s'en saisir lui-même » est très important et cela constitue une grande différence entre le Front national d'une part et, d'autre part, l'UMP et le PS.

Dans un document électoral distribué en 2012 dans la course à l'Élysée, on peut lire qu'il existe une réelle volonté de la part du Front national d'inscrire ce référendum d'initiative populaire dans la Constitution française. De plus, l'idée selon laquelle le référendum devrait être le seul moyen de modifier la Constitution est également défendue dans ce tract et ce, afin que « seul le peuple [puisse] défaire ce que le peuple a fait ».

Outre cette volonté d'un accroissement de la logique référendaire, la proportionnelle intégrale est promue à plusieurs reprises lors des entrevues. « L'instauration de l'anonymat

pour le parrainage des candidatures présidentielles » est une troisième proposition avancée lors des entretiens. Il est ainsi prétendu qu'avec le système actuel de parrainage des candidatures, « on perd beaucoup de temps lors de la campagne et on ne peut pas parler de sujets très importants ». Ce système est alors pointé par les interviewés comme étant antidémocratique.

Des paragraphes qui précèdent, il ressort que la démocratie est un thème très cher au Front national et que ce dernier entend en revisiter ses fondements afin de la rendre, selon leurs propos, plus réelle et plus proche des citoyens.

4.2.4. Le Front national et le leader charismatique

La présence d'un leader charismatique prétendant provenir du peuple est enfin une composante essentielle dans la détermination d'un parti néo-populiste. Dans notre cas, le leader est incontestablement Marine Le Pen.

En utilisant la méthode Millon, de Sutter et Risser (2011) dressent le profil psychologique de la présidente du Front national. Ils avancent que « sur le plan psychologique, en dehors de toute considération politique, Marine Le Pen possède un profil typique de présidentiable. [...] Elle obtient un score élevé (20), tant pour le trait domination que pour celui d'extraversion, les deux traits de personnalité qui [...] majorent notablement les chances d'élection d'un candidat » (2011 : 267). Ils ajoutent que « son profil psychologique général est assez conforme à celui qu'on peut attendre d'un leader de premier plan » (2011 : 267). Enfin, ils écrivent que « la combinaison domination-extraversion confère à Marine Le Pen une image de leader fort et charismatique » (2011 : 284).

Outre ces éléments qui relèvent plus du psychologique, la « figure du chef » est bien mise en avant au Front national. Sur des affiches politiques, l'image de la présidente du parti ressort plus que les autres éléments. Par exemple, pour l'affiche invitant les citoyens français au défilé du Front national du 1er mai 2013, le logo du parti se retrouve marginalisé, dans le coin inférieur droit, alors que Marine Le Pen, elle, recouvre près de la moitié de l'affiche⁵. Sur une autre affiche présentant le même évènement, on retrouve son nom en grands caractères, les plus grands après le slogan « Le Peuple d'abord ! »⁶. Sur un ensemble de flyers, on retrouve également cette constante : la photo de Marine Le Pen d'une taille plus

⁵ Cf. Annexe 1

⁶ Cf. Annexe 2

importante que celle du logo et positionnée en face des propositions avancées. Plus encore, ces propositions sont celles de « Marine Le Pen et le Front national »⁷. Par là, elle se place ainsi au même niveau que le parti. On pourrait même dire qu'elle s'accorde une importance plus grande encore puisqu'il est bien inscrit « Marine Le Pen et le Front national » et non « Le Front national et Marine Le Pen ». Nous voyons ainsi que Marine Le Pen se voit accorder une importance, en termes d'image, aussi importante et voire même plus grande que celle du parti lui-même.

Lors de l'Université d'été du Front national de 2013, cette caractéristique est également ressortie de manière marquante. En effet, parmi les stands présents dans le hall d'entrée principal du palais où se tenait l'évènement, divers objets et produits étaient en vente. Ce qui a retenu notre attention est l'image de la présidente du parti que l'on pouvait retrouver presque sur l'ensemble de ces articles. Ainsi étaient vendus des stylos, du vin, des briquets, des t-shirts ou encore des casquettes à l'effigie de Marine Le Pen. En outre, la figure du chef de parti était omniprésente durant tout le weekend. À titre d'illustration, on retrouvait la projection de l'expression « Marine Présidente » sur tous les murs des salles, et ce, en gros caractères... ce qui, a priori, n'était pas prévisible pour nous puisque cette Université d'été ne visait pas à investir Marine Le Pen comme candidate ni à une élection présidentielle proche ni à une élection interne à venir. L'observation participante réalisée à Marseille a donc également été utile afin de remarquer ces éléments qui, *in fine*, nous permettent de qualifier la présidence de Marine Le Pen de charismatique.

Au niveau de la perception des membres du Front national quant à ce leader charismatique, l'idée selon laquelle Marine Le Pen est effectivement un leader charismatique est appuyée. Lors des entrevues, il ressort qu'« il y a quelque chose qui est indéniable : Marine Le Pen a un charisme, une autorité sur le parti qui est indéniable [...]. C'est [...] une personnalité extraordinaire et qui nous représente bien [...]. Pour ce qui est d'aujourd'hui, c'est sûr que Marine est incontestablement la meilleure [...] » (23 juillet 2013).

De par cette analyse, nous retrouvons bien la place du président de parti comme étant hypertrophiée. Cela étant, ajouté à la théorie de Taggart dont nous avons fait mention précédemment, nous pouvons bel et bien avancer que le Front national, le long du dernier continuum, se retrouve du côté où la présence d'un chef, d'un leader charismatique est

⁷ Cf. Annexe 3

importante. Cela renforce davantage encore l'idée selon laquelle le Front national de Marine Le Pen serait un parti mobilisant une stratégie néo-populiste.

Grâce à la méthodologie plurielle de récolte d'informations, nous avons pu placer le Front national de Marine Le Pen le long de chacun des continuums qui permettent, *in fine*, de caractériser un parti comme usant d'une stratégie néo-populiste. La conclusion est sans équivoque : le Front national adopte bien une stratégie de type néo-populiste. S'il est évident que certains autres partis – y compris des partis gouvernementaux – pourraient se placer, le long de l'un ou l'autre des quatre continuums, au même endroit que le Front national, ce qui fait son originalité est que ce dernier rencontre parfaitement l'ensemble des marqueurs caractéristiques.

5. La stabilisation du Front national dans le paysage politique français

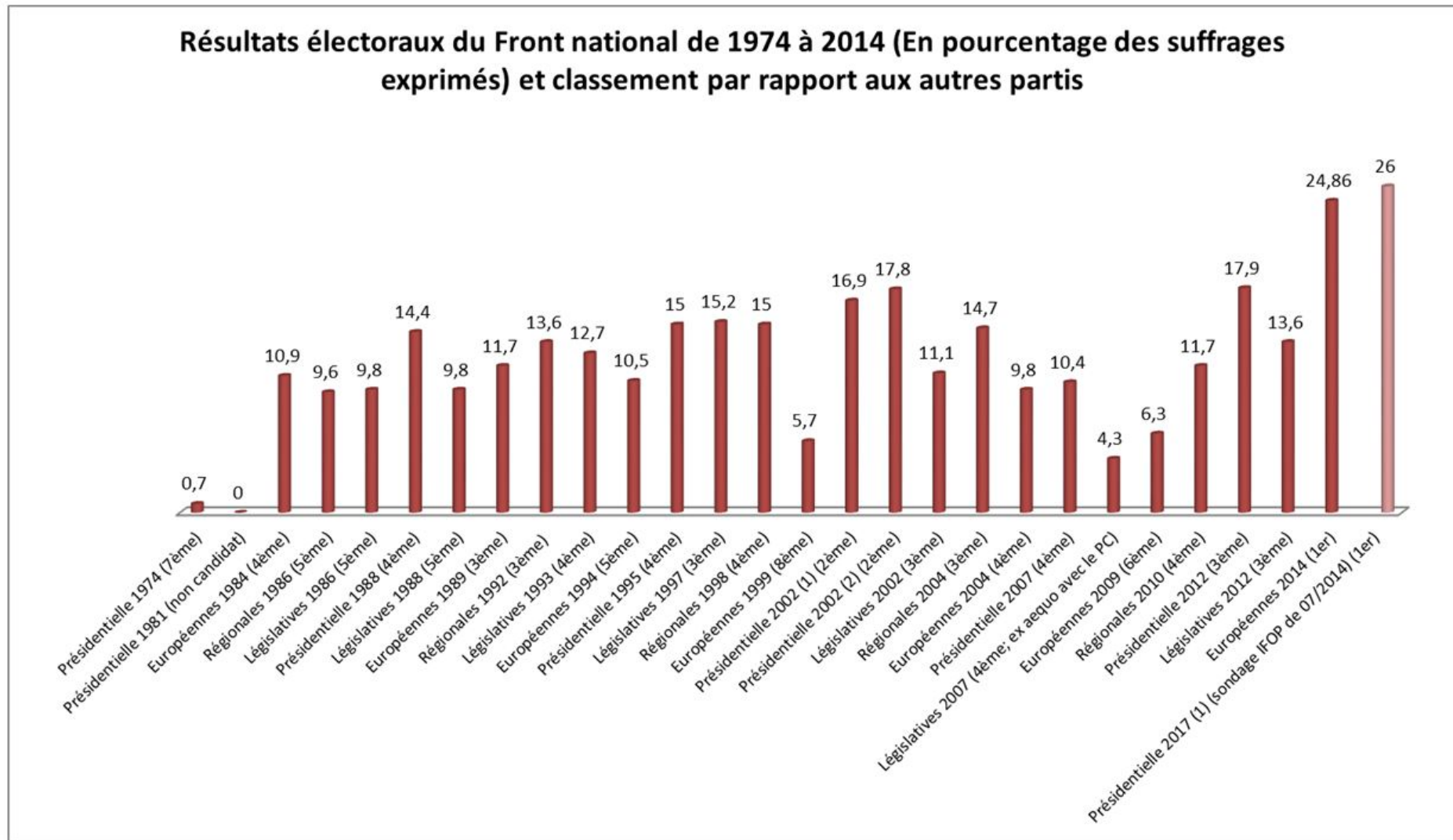
Afin de vérifier si le Front national se stabilise dans le paysage politique français, il convient d'étudier brièvement l'évolution des performances électorales du parti.

De manière générale, outre les performances plus faibles que nous pouvons observer lors de certaines élections, nous pouvons dire que le Front national a réussi à s'ancrer durablement dans le paysage politique français. À l'exception de l'élection présidentielle de 1981 – où Jean-Marie Le Pen ne parvient pas à rassembler le nombre de signatures requis pour pouvoir être candidat –, le Front national est présent lors de chacune des élections. Si le parti semble se maintenir dans le temps, nous remarquons aussi, à la lecture du graphique 1, que ses résultats ne tendent pas à s'amenuiser, mais, au contraire, connaissent une nouvelle poussée depuis l'accession de Marine Le Pen à la présidence du parti. S'il rencontre des performances électorales variées dans le temps, il est marquant d'observer qu'il ne quitte pas le top 3 depuis que Marine Le Pen en assume la présidence. Si, dans le temps, il est arrivé au Front national de se retrouver en 3^e position, nous observons que celle-ci est éphémère, contrairement à ce qui semble se produire depuis janvier 2011. Nous le remarquons sur ce graphique, mais aussi à l'analyse des résultats électoraux du Front national lors des élections municipales de 2014, par exemple. Le Front national réussit, lors de ces élections des 23 et 30 mars 2014, à s'implanter localement dans plusieurs régions françaises. Un maire Front national est même élu au premier tour de l'élection. Pour l'élection européenne de mai 2014, le Front national atteint un score historique puisque devenant, en termes de résultats à ce scrutin, la première formation politique du pays, avec 24,86% des suffrages exprimés. En juillet 2014, un sondage Ifop annonçait enfin le Front

national en tête du premier tour de la prochaine élection présidentielle (Quinault Maupoil, 2014).

Nous observons donc que les performances électorales du Front national, depuis l'accession de Marine Le Pen à sa tête, ont reçu un coup de fouet, sont tout à fait positives. Le parti connaît ainsi une stabilisation dans le temps. Cette situation est presque inédite dans l'histoire des partis non traditionnels puisque, comme nous l'avons vu, la majorité des partis dits populistes n'a jamais réussi à se maintenir dans le temps.

Graphique 1 (Elaboré par Benjamin Biard, à partir de données de Pascal Perrineau (2010) et du Ministère de l'Intérieur français (2014)) :



6. Le néo-populisme comme stratégie permettant d'ancrer durablement le parti dans le système de partis français ?

Le Front national a réussi à s'ancrer durablement dans le paysage politique français et est un parti usant d'une stratégie néo-populiste. Un lien peut-il dès lors être établi entre ces deux affirmations ?

Selon Lipset et Rokkan (2008), même si tous les clivages ne sont pas politisés identiquement et en même temps dans tous les pays, ils se trouvent à l'origine des partis politiques et de leur maintien, de leur stabilisation. Un parti qui ne puiserait pas ses racines dans un clivage quelconque n'a, selon eux, aucune chance de perdurer dans le temps. Le positionnement des partis autour des clivages peut quant à lui évoluer. Frogner (2007 : 285) distingue de la sorte la « position originelle » de la « position stratégique » des partis politiques. Delfosse (2008 : 373), dans le même sens, indique que des partis peuvent « se réaligner sur un clivage considéré comme étant plus porteur que leur clivage d'origine ».

Cet aspect – même s'il nous semble intéressant de l'avoir rappelé afin de garder cette idée en mémoire pour la suite du propos – ne sera pas étudié dans cette partie car demanderait une analyse basée également sur l'historique du parti. Or, nous avons choisi d'étudier précisément la période couverte par la présidence de Marine Le Pen.

L'hypothèse posée est que, puisque le Front national se stabilise dans le paysage politique, c'est qu'il se positionne fermement autour d'un clivage. Ce que nous postulons également est que ce clivage ne fait pas partie de ceux identifiés initialement par Lipset et Rokkan. Des nouveaux clivages peuvent en effet apparaître tandis que des anciens peuvent se renforcer ou décliner (Martin, 2007). Aucun parti populiste traditionnel n'a pu se maintenir dans le temps. L'adoption d'une stratégie néo-populiste semble donc avoir eu un impact et ce sont les caractéristiques propres au néo-populisme qui apparaissent comme ayant joué un rôle moteur. Dès lors, compte tenu de la révolution mondialiste et des deux nouveaux clivages que celle-ci induit (« ethnocentrisme-cosmopolitisme » et « territorialisation-territorialisme ») (Frogner, 2007 : 298-302), il semble opportun d'étudier quel est le clivage autour duquel s'articule essentiellement le Front national. C'est le travail de terrain qui va nous permettre de remonter à plusieurs clivages (un original – déjà repéré par Frogner (2007) – et deux plus classiques). En ce sens, toute la théorie des clivages ne va pas être revisitée dans cette partie.

6.1 Le Front national et le clivage ethnocentrisme – cosmopolitisme

Lors des entretiens réalisés, le Front national avance qu'il est important de donner la priorité à un nouveau clivage trouvant ses racines dans le contexte mondial actuel : celui opposant la nation au mondialisme. Celui-ci est en réalité ce que Frognier (2007 : 299) appelle « le clivage ethnocentrisme/cosmopolitisme » ou ce que Martin (2007 : 266) nomme « le clivage identité/cosmopolitisme ». En ce sens, le Front national se réclame, dans ses discours, d'une vision dont feraient abstraction les autres partis qui, selon lui, resteraient enfermés dans des modèles anciens. Comme le détecte Crépon (2012 : 239), « le parti frontiste souhaite réarticuler le système des oppositions politiques à partir de sa vision identitaire du monde ».

Les partis néo-populistes sont caractérisés par un fort souverainisme politique et économique. Pour ce qui est du Front national, l'article a montré de quelle manière le parti s'oppose aux divers éléments de celle-ci. Nous avons aussi vu que l'exaltation des valeurs démocratiques – marqueur auquel ne fait pas défaut le Front national – puise ses origines dans la crise de la représentation politique mais aussi dans le contexte de mondialisation croissant puisque le pouvoir législatif se voit de plus en plus confisqué par un niveau supranational qui, selon les néo-populistes, ne serait ni légitime, ni démocratique.

Ces deux marqueurs – fortement liés au caractère « néo » du néo-populisme – sont, pour répondre à la question qui nous interpelle, ceux qui revêtent l'importance la plus grande. En effet, dans un contexte de « révolution mondialiste » (Frognier, 2007), ils participent à l'ancrage du Front national sur le clivage ethnocentrisme-cosmopolitisme, en cours de construction. Un positionnement le long d'un clivage est précisément ce qui permet à un parti de pouvoir naître, exister, se développer et se maintenir dans le temps dans un système de partis. Dès lors, la stabilisation du Front national dans la sphère politique française trouve une origine dans sa position par rapport à la mondialisation et, plus globalement, dans son positionnement néo-populiste.

6.2 Le Front national et le clivage socio-économique

Les partis néo-populistes – dont le Front national – prétendent ne pas se positionner le long du clivage classique opposant la gauche et la droite et avancent aller au-delà de cette « dichotomie » traditionnelle. Des divers entretiens réalisés, il ressort que le Front national rejette l'idée d'être placé le long du clivage gauche-droite. Dans un entretien auquel a

procédé Crépon en 2011 (2012 : 237), Stéphane Ravier, à la question de savoir s'il situe le Front national plutôt à gauche ou à droite, répond :

[Je le situe] au-dessus. Au-dessus de ce marécage quoi, de ces gens qui se collent une étiquette [...] pour faire croire qu'il y a une opposition. Mais bon, quand on s'intéresse un peu à la chose, on constate qu'ils sont d'accord sur tout. Alors, la classification, l'étiquetage droite-gauche euh... tout ça c'est pour amuser la galerie, pour amuser l'électeur, pour faire croire qu'il y a une diversité ou des choix.

D'un point de vue factuel, comme le note Perrineau (2010 : 83), « il est frappant de constater que le vote lepéniste s'enracine dans les deux groupes sociaux (ouvriers et patrons) autour desquels s'organisait le conflit de classes de la société industrielle ». Crépon et Gombin (2014) abondent dans le même sens. Nous pouvons alors considérer le Front national comme étant un parti interclassiste.

Mayer souligne également le fait que le Front national se retrouve soutenu par un électorat varié. Elle avance toutefois que la tendance de la classe ouvrière à voter pour le Front national est plutôt nouvelle et tend à s'amplifier avec le temps. Ce phénomène serait ainsi plus important depuis le passage de flambeau de Jean-Marie Le Pen à Marine Le Pen. (Mayer, 2012). Cette tendance exprime en réalité une attention croissante du parti à l'égard des questions socio-économiques. En effet, là où la stratégie de Jean-Marie Le Pen était plutôt d'esquiver ces questions, la nouvelle présidente saisit, elle, cet enjeu et le fait revenir au rang des premières priorités. Donc s'il est un fait que le parti, dans ses discours, ne souhaite pas se positionner le long du clivage socio-économique, force est de constater qu'en réalité, il prend quand même position sur toute une série de problématiques socio-économiques. Ainsi, le parti se retrouve dans ce clivage.

Selon un élu frontiste interrogé (23 août 2013) qui rejette l'idée selon laquelle un parti aurait vocation à représenter une couche de la société plutôt qu'une autre :

Le Front national n'appréhende pas l'électeur comme un marché, mais comme un citoyen. La politique, ce n'est pas la défense d'un intérêt particulier, c'est son dépassement. Faire de la politique, depuis les Grecs, c'est dépasser les intérêts particuliers, donc les classes, pour représenter quelque chose qui les dépasse tous. On appelle ça l'intérêt général. L'UMP comme le PS ne défendent que des intérêts

particuliers. [...] Le Front national, il s'en fiche de savoir si le type il est patron ou il est ouvrier. Il veut savoir s'il est français. Et pour eux, ça a une signification.

De ces paragraphes, il ressort que le Front national se revendique d'une volonté de représentation de l'ensemble du peuple français, au-delà d'une distinction en termes de classes sociales. Du côté de l'électorat ciblé, le message véhiculé par le parti atteint stratégiquement sa cible puisque l'électorat frontiste est plutôt hétérogène, d'un point de vue socio-économique en tout cas. Toutefois, il semble de plus en plus se positionner autour du clivage socio-économique puisque replaçant ces questions à un niveau prioritaire.

6.3 Le Front national et le clivage philosophico-religieux

L'articulation du Front national autour du clivage philosophico-religieux est moins claire ou, en tout cas, moins soulignée par le parti lui-même. Cela se comprend dès lors que l'on se souvient que le parti a été créé sur la base d'un rassemblement de différents groupuscules, notamment catholiques (Delwit, 2012 ; Igounet, 2014). De plus, le déclin de ce clivage est reconnu par certains auteurs (ex : Martin, 2007).

Le Front national actuel se pose en défenseur de la laïcité. Sur son site internet, en 2013, il défend effectivement de manière forte la séparation des églises et de l'État. En guise de propositions, c'est l'inscription dans la Constitution du « principe de la laïcité » qui est prôné dans ce document en ligne. Le Front national souhaite aussi instituer un « ministère de l'Intérieur, de l'Immigration et de la Laïcité ». Dans sa *Charte d'action municipale au service du peuple français*, document publié en septembre 2013 en vue des élections municipales de 2014 et reprenant les essentiels du parti, le Front national affirme « défendre rigoureusement la laïcité républicaine dans tous les secteurs de la vie municipale (cantines scolaires, piscines municipales, etc.) ». Enfin, remarquons que le Front national, à l'interne, est composé d'un ensemble de conseillers politiques, dont un conseiller 'République et Laïcité'. Cela montre une fois de plus l'importance qu'attache le parti à la laïcité en France.

Outre la défense de la laïcité, il est un ensemble de nouveaux enjeux qui prend de plus en plus de place dans l'espace politico-médiatique. Nous retrouvons alors les questions relatives au mariage pour tous, à la procréation médicalement assistée (PMA), à la gestation pour autrui (GPA), à l'avortement et à l'euthanasie. La question que nous pouvons soulever est de nous demander si cet ensemble d'enjeux met le Front national sous tension. Afin d'y

répondre, il convient de regarder en direction des déclarations écrites ou orales des élus ou cadres du parti.

Pour ce qui est de l'euthanasie, la loi Leonetti – relative aux droits des patients en fin de vie – est souvent avancée comme étant une « bonne loi suffisante et nécessaire ». Ainsi, le Front national souligne qu'il n'est pas nécessaire d'ouvrir à nouveau le débat sur la fin de vie. Selon Louis Aliot, lors d'une interview télévisée en 2013,

L'euthanasie n'est pas la première priorité de l'opinion publique. Ça fait partie de l'enfumage du Parti socialiste et du Gouvernement qui, pour éviter qu'on parle des choses qui touchent les citoyens socialement et économiquement, vont chercher des sujets sociétaux dont ils savent qu'ils divisent la France et les Français et dont ils espèrent tirer un bénéfice électoral.

Si le Front national se déclare contre le mariage pour tous, il avance tout de même que ce débat est sociétal et ne devrait pas, comme pour l'euthanasie, la PMA ou la GPA, avoir lieu. Florian Philippot, interrogé sur RMC en 2014 dit ainsi que « sauter de sujet de société en sujet de société est du cinéma. C'est pour faire diversion. Pendant ce temps-là, on ne parle pas du reste. Par exemple, Manuel Valls n'aime pas qu'on parle de sécurité, donc mobiliser ces sujets est intéressant pour lui ».

Si le Front national semble opposé à ces nouveaux enjeux, nous observons toutefois que c'est plus à leur mise sur la table qu'à un positionnement en tant que tel qu'il s'oppose. Ainsi, lors des marches organisées pour le *mariage pour tous*, tous les membres du Front national n'ont pas accepté de descendre dans les rues. Si Marion Maréchal-Le Pen est systématiquement présente, ce n'est pas le cas, par exemple, de Florian Philippot. Il existe donc un certain flottement ou, à tout le moins, le Front national semble ne pas apprécier de devoir se positionner autour de tels enjeux.

Grâce à sa stratégie néo-populiste, le Front national a su mobiliser le clivage ethnocentrisme-cosmopolitisme. Cela justifie qu'il occupe une place stable dans le paysage politique de la France. C'est parce que le Front national est un parti néo-populiste qu'il est stable. Une nuance est toutefois à apporter. En effet, le clivage socio-économique et le clivage philosophico-religieux ne sont pas inconnus pour le parti. Toutefois, force est de constater qu'il essaye de s'en éloigner et ce, soit en avançant être au-delà du clivage qui ne devrait plus avoir sa raison d'être à l'heure actuelle, soit en avançant devoir reporter l'intérêt

que l'on pourrait avoir à l'égard du clivage étant donné l'immensité des problèmes actuels qu'il faudrait régler au préalable.

7. Conclusion

Les cas de populismes sont nombreux dans le temps et dans l'espace et c'est au milieu du XIXe siècle que l'on peut en repérer les premiers. Aujourd'hui, il semble qu'un certain nombre de partis politiques dits populistes gagnent du terrain au niveau européen. Ce qu'il ressort en fait est que ces partis adoptent une stratégie de type néo-populiste. Une forme déclinée du concept plus général de populisme tend en effet à se développer, et ce, dans un contexte de mondialisation et de crise de la représentation. Plusieurs marqueurs – qui constituent tous, en réalité, des continuums – sont dégagés et permettent d'établir une grille applicable à tout parti politique afin de déterminer s'il a une propension plus ou moins forte à devenir un parti utilisant une stratégie néo-populiste.

Après l'application de la grille au cas d'étude, nous pouvons clairement avancer que le Front national de Marine Le Pen, par un positionnement particulier et déterminé sur chacun des continuums établis, est un parti usant d'une stratégie néo-populiste.

Après avoir effectivement vérifié que le Front national se stabilise bien – et ce davantage encore ces dernières années – dans le paysage politique français, nous avons relié cette stabilisation à son type de stratégie mobilisée, et ce, grâce à la théorie des clivages. Cela nous a permis de comprendre que c'est le long du clivage ethnocentrisme-cosmopolitisme que le Front national veut se positionner et qu'il le fait grâce à sa stratégie néo-populiste. Toutefois, si nous expliquons donc sa stabilisation par le fait qu'il use d'une stratégie néo-populiste, nous apportons une nuance à ces propos et avançons qu'il se positionne tout de même – certes dans une moindre mesure – autour des clivages possédants-travailleurs et Eglise-État. En effet, même s'il essaye de l'esquiver ou de le placer à un rang inférieur, force est de constater que le Front national trouve quand même à prendre position autour de ceux-ci.

Enfin, ces enseignements ouvrent la voie à de nouvelles recherches. Si de nombreuses études traitent du phénomène populiste ainsi que des comportements électoraux, force est de constater que le lien entre partis populistes et fabrique des politiques publiques dans un cadre démocratique demeure à investiguer.

Références

Monographies scientifiques

- BERNIER ARCAND Ph. (2013), *La dérive populiste*, Poètes de Brousse, Montréal.
- BIRNBAUM P. (2012), *Genèse du populisme : le peuple et les gros*. Fayard/Pluriel, Paris.
- CANOVAN M. (1981), *Populism*. Harcourt Brace Jovanovich, New-York et Londres.
- CARRE O. (1997), Populismes en Orient arabe indépendant. In GALLISSOT R. (1997), *Populismes du Tiers-Monde*, L'Harmattan, Paris.
- COSTA O., KERROUCHE E., MAGNETTE P. (2004), Le temps du parlementarisme désenchanté ? Les parlements face aux nouveaux modes de gouvernance. In COSTA O., KERROUCHE E., MAGNETTE P., *Vers un renouveau du parlementarisme en Europe*. ULB, Bruxelles.
- CRÉPON S. (2012), *Enquête au cœur du nouveau Front National*. Nouveau monde, Paris.
- DELEERSNIJDER H. (2006), *Populisme : vieilles pratiques, nouveaux visages*. Luc Pire, Liège.
- DELWIT P. (2007), L'extrême droite en Europe et la question du pouvoir. In DELWIT P., POIRIER Ph. *Extrême-droite et pouvoir en Europe*. ULB, Bruxelles.
- DELWIT P. (dir.) (2012), *Le Front National : mutations de l'extrême droite française*. ULB, Bruxelles.
- DE SUTTER P., RISSER H. (2011), *Dans la tête des candidats : le profil psychologique des présidentiables*. Les Arènes, Paris.
- GAUTHIER B. (dir.), (2009), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*. Presses de l'Université du Québec, Québec.
- GODIN Ch. (2012), Démocratie et populisme. In ZARKA Y-Ch., *Démocratie, état critique*. Armand Colin, Paris.
- IGOUNET V. (2014), *Le Front National de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*. Seuil, Paris.
- JAMIN J. (2009), *L'imaginaire du complot : discours d'extrême droite en France et aux États-Unis*. Amsterdam University Press, Amsterdam.
- LECOEUR E. (2003), *Un néo-populisme à la française : trente ans de Front National*. La Découverte, Paris.
- LIPSET S., ROKKAN S. (2008), *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs: une introduction*. ULB, Bruxelles.
- MANIN B. (2012), *Principes du gouvernement représentatif*. Flammarion, Paris.

- MAYER N. (2012), De Jean-Marie à Marine Le Pen : l'électorat du Front national a-t-il changé? In DELWIT P. (2012), *Le Front National : mutations de l'extrême droite française*. ULB, Bruxelles.
- MAZZOLENI O. (2008), *Nationalisme et populisme en Suisse : la radicalisation de la « nouvelle » UDC*. Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne.
- MUDDE C. (2007), *Populist radical right parties in Europe*. Cambridge University Press, New-York.
- MUXEL A. (2012), Le peuple électeur. In WIEVIORKA M. (2012), *Le peuple existe-t-il ?* Sciences humaines. Auxerre.
- PERRINEAU P. (2003), *Le désenchantement démocratique*. L'Aube, La Tour d'Aigues.
- PERRINEAU P. (2012), Le peuple dans le national-populisme. In WIEVIORKA M. (2012), *Le peuple existe-t-il ?* Sciences humaines. Auxerre.
- ROSANVALLON P. (2006), *La contre-démocratie*. Ed. du Seuil, Paris.
- ROSSI-LANDI G. (1973), *Les hommes politiques*. PUF, Paris.
- RANCIERE J. (2013), L'introuvable populisme. In BADIOU A., BUTLER J., DIDI-HUBERMAN G., KHIARI S., BOURDIEU P., RANCIERE J., *Qu'est-ce qu'un peuple ?* La Fabrique, Paris.
- REYNIE D. (2011), *Populismes : la pente fatale*. Plon, Paris.
- REYNIE D. (2013), *Les nouveaux populismes*. Pluriel, Paris.
- ROUSSEAU J-J. (1996), *Du contrat social*. Librairie générale française, Paris.
- TAGGART P.A. (1996), *The New Populism and the New Politics: New Protest Parties in Sweden in a Comparative Perspective*. Macmillan Press, London.
- TAGUIEFF P-A. (2007), *L'illusion populiste*. Flammarion, Paris.
- TAGUIEFF P-A. (2012), *Le nouveau national-populisme*. CNRS, Paris.
- VAN REYBROUCK D. (2008), *Pleidooi voor populisme*. Querido, Amsterdam.

Articles scientifiques

- BALE T. (2003), Cinderella and her Ugly Sisters: The Mainstream and Extreme Right in Europe's Bipolarising Party Systems. *West European Politics*. 26:3, pp. 67-90.
- BOLIN N., LIDEN G., NYHLEN J. (2014), Do Anti-Immigration Parties Matter ? The Case of the Sweden Democrats and Local Refugee Policy. *Scandinavian Political Studies*. 37:3, pp. 323-343.

- COHENDET M-A. (2004), Une crise de la représentation politique ? *Cités*, 18, pp. 41-61.
- CRÉPON S., GOMBIN J. (2014), Loin des mythes, dans l'isolement. *Manière de voir: Nouveaux visages des extrêmes droites*. 134, pp. 61-66.
- DELFOSE P. (2008), La théorie des clivages, où placer le curseur ? Pour quels résultats ? *Revue internationale de politique comparée*. 15 :3, pp. 363-388.
- DEVAUX-SPATARAKIS A., GREGOT A. (2012), Les défis de l'emploi de l'étude de cas en évaluation. *Politiques sociales et familiales*. 110, pp. 33-44.
- FROGNIER A-P. (2007), Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique. *Revue internationale de politique comparée*. 14 : 2, pp. 281-302.
- GERRING J. (2004), What is a case study and why is it good for? *American Political Science Review*. 98:2, pp. 341-354.
- MARTIN P. (2007), Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe occidentale depuis 1945 ? *Revue internationale de politique comparée*. 14 : 2, pp. 263-280.
- MAYER N. (2005), Votes populaires, votes populistes. *Hermès, La Revue*. 42, pp. 161-166.
- NEDELCOU H. (2014), Populism Reloaded : Challenges to Governance and Democracy in the Early 21st Century. *Paper presented at the IPSA 23rd World Congress of Political Science*, 19-24 July 2014, Montreal.
- PERRINEAU P. (2010), La percée du Front National. *L'Histoire : L'extrême droite : une politique de la haine*. Hors-série, Juillet-Août 2010, Paris, pp. 80-85.

Articles de presse

- BARLUET A., et al. (2013), L'euroscepticisme menace-t-il l'Europe ? *Le Figaro*. Paris, le 13 mai 2013, p17.
- QUINAULT MAUPOIL T. (2014), 2017 : un sondage place Marine Le Pen en tête du premier tour, Hollande éliminé. *Le Figaro*. Paris, le 31 juillet 2014.

Sources des acteurs étudiés

- ALIOT L. Interview in *Le 22h – Public Sénat*, le 17 décembre 2013 (vidéo consultée le 16 février 2014) : <http://www.nationspresse.info/multimedia/louis-aliot-fn-invite-du-22h-sur-public-senat-2>
- GOLLNISCH B. (2012), Sortir de l'euro ? Sortir de l'Union ? Est-ce juridiquement possible ? *Nations Presse Magazine*. 24, pp 10-11.
- LE PEN M. France 2 - Des paroles et des actes, le 10 avril 2014.

LE PEN M. Discours lors de l'Université d'été (UDT) du Front national, à Marseille, le 15 septembre 2013.

LE PEN M. Lettre aux buralistes, 10 avril 2013.

LE PEN M. (2012), *Pour que vive la France*. Grancher, Paris.

Pétition « Réclamez la fin de l'Union européenne », 2013

PHILIPPOT F. *Réforme des retraites : Ayrault met ses pas dans ceux de Sarkozy pour suivre le chemin tracé par Bruxelles : communiqué de presse*. Article publié en ligne le 13 mai 2013 (page consultée le 14 mai 2013) : <http://www.frontnational.com/2013/05/reforme-des-retraites-ayrault-met-ses-pas-dans-ceux-de-sarkozy-pour-suivre-le-chemin-trace-par-bruxelles/>

PHILIPPOT F. : *communiqué de presse*. Article publié en ligne le 14 mai 2013 (page consultée le 15 mai 2013). URL obsolète en 2014.

PHILIPPOT F. Interview *in RMC*, le 03 février 2014 (vidéo consultée le 16 février 2014) : <https://www.youtube.com/watch?v=67PjEa2knL8>

PORTAIL DU FRONT NATIONAL : *Démocratie : la voix du peuple*. Document en ligne (consulté le 10 juillet 2013) : <http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/refondation-republicaine/democratie/>

PORTAIL DU FRONT NATIONAL : *La Laïcité : une valeur au cœur du projet républicain*. Document en ligne (consulté le 07 décembre 2013) : <http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/refondationrepublicaine/laicite/>

PORTAIL DU MINISTERE DE L'INTERIEUR FRANCAIS. *Elections : les résultats*. Document en ligne (consulté le 04 août 2014), <http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats>

ANNEXE 1 – Affiche du Front national pour le défilé du 1^{er} mai 2013



ANNEXE 2 – Affiche du Front national pour le meeting de Marine Le Pen suivant le défilé du 1^{er} mai 2013



ANNEXE 3 – Tract électoral distribué par le Front national

Pouvoir d'achat : STOP à l'effondrement !

Année après année le pouvoir d'achat des Français s'est dégradé sans interruption. Il atteint aujourd'hui sa cote d'alerte !

Depuis l'arrivée de l'euro, les prix à la consommation ont explosé ! Dans le même temps, les salaires ont stagné voire baissé sous l'effet de l'inflation.

A présent, le gouvernement augmente la fiscalité déjà très lourde qui pèse sur les ménages par des hausses d'impôts généralisées !

Cette politique porte un nom : **l'austérité** ! Elle est voulue aussi bien par l'UMP que le PS, sur demande de l'Union européenne, et a pour modèles la Grèce, l'Espagne, l'Italie ou encore Chypre. Dans tous les cas c'est un échec et les peuples s'appauvrissent !

Cette politique doit cesser !

HAUSSE CONTINUE DES PRIX !	HAUSSE DES IMPÔTS ET BAISSSE DES PRESTATIONS SOCIALES
En deux ans seulement, le panier de la ménagère s'est envolé de près de 8% ! <i>(source : UFC-Que Choisir)</i>	Création de plus de 30 taxes depuis 2007, sous Sarkozy et sous Hollande
Hausse officielle des prix à la consommation sur 7 ans : + 15%	Plafond du quotient familial ramené à 2000 euros par enfant, au lieu de 2336.
Augmentation des tarifs du gaz depuis 2005 : + 80%	Taxe de 0,3% sur les retraites depuis le 1 ^{er} avril 2013
Augmentation du loyer moyen en 2012 : + 2,2%	Gel du barème de l'impôt sur le revenu pour la deuxième année consécutive.
Tarifs de la SNCF : + 3,2% en 2012, + 2,3% en 2013...	Nouvelle hausse de la TVA en janvier 2014
Tarifs de l'électricité : + 30% d'ici 2017 ! <i>(source : Commission de régulation de l'énergie)</i>	Baisse des allocations familiales

Face à cette situation, seuls **Marine LE PEN** et le **Front National** proposent :

◆ Un véritable **coup de fouet** sur le pouvoir d'achat des ménages par l'augmentation immédiate de 200 euros des salaires jusque 1,4 fois le SMIC, par la prise en charge des cotisations sociales salariales, financée par une contribution de 3% sur les importations.

◆ La baisse immédiate de 5% des tarifs de base de l'énergie et du train ; les grandes entreprises publiques de ces secteurs étant largement bénéficiaires. Baisse également de 20% de la taxe sur l'essence, compensée par un impôt spécial sur les bénéfices des grands groupes pétroliers.

◆ La relance de l'activité, et donc du pouvoir d'achat, par une rupture avec le modèle ultra-libéral de l'Union européenne et l'arrêt des politiques d'austérité qui n'ont pour seul but que de sauver l'euro et la grande finance.



NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE
COUPON-RÉPONSE

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code Postal : _____ Ville : _____
 Courriel : _____ Téléphone : _____

- ☐ Je soutiens la position de Marine Le Pen et du Front National.
☐ Je souhaite m'impliquer sur une liste FN aux prochaines élections municipales.
☐ Je souhaite adhérer au Front National (chèque à l'ordre du «Mandataire financier du FN») :
 Adhésion : ☐ jeunes (15 €) ☐ revenus modestes (30 €) ☐ simple (50 €) ☐ soutien (90 €)

COUPON À RETOURNER À :

FN - 78 rue des Suisses - 92000 Nanterre - Tél. 01 41 20 20 00 - www.frontnational.com

